

Extrait du CDURABLE.info l'essentiel du développement durable

<http://cdurable.info/Climat-peut-on-eviter-le-pire-Copenhague,2075.html>

Alternatives Economiques - N°285 - Novembre 2009

Climat : peut-on éviter le pire ?

- Média du Développement durable - Presse -



Date de mise en ligne : mercredi 28 octobre 2009

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous droits réservés

Le sommet de Copenhague de décembre prochain permettra-t-il de débloquer enfin la lutte contre le changement climatique ? Rien n'est moins sûr selon Antoine de Ravignan et Guillaume Duval qui signent un dossier complet sur le climat dans le nouveau Alternatives Economiques. Autre question soulevée dans ce numéro de novembre, le G20 va-t-il enfin réguler la finance ? La régulation semble progresser sur trois dossiers majeurs : les fonds spéculatifs, les produits dérivés et les paradis fiscaux. Mais beaucoup trop mollement, constate Christian Chavagneux.

Climat : peut-on éviter le pire ?

Par Antoine de Ravignan et Guillaume Duval


Le syndrome du Titanic, c'est le titre pas franchement optimiste que Nicolas Hulot a choisi pour son film, sorti sur les écrans ces dernières semaines. Sommes-nous vraiment en train de danser sur un paquebot qui va couler prochainement ? Au vu des informations disponibles, il est difficile en effet de donner tort à l'animateur vedette : le changement climatique menace bien la survie de l'humanité. La communauté internationale avait d'ailleurs reconnu la réalité du danger dès le sommet de Rio en 1992, il y a déjà presque vingt ans.

Mais depuis, bien peu a été fait, au-delà des discours, pour corriger la route et éviter l'iceberg : les émissions de gaz à effet de serre, responsables du changement climatique, se sont même encore accrues de 38% à l'échelle mondiale depuis 1990, selon l'Agence internationale de l'énergie. Il y a bien eu, en 1997, le protocole de Kyoto, péniblement entré en vigueur en 2005, mais nombre de ses signataires n'ont pas respecté leurs engagements, pourtant modestes au regard de ce qu'il faudrait faire dans les prochaines années. Et surtout le protocole n'a jamais eu le soutien des Etats-Unis, longtemps les premiers émetteurs mondiaux de gaz à effet de serre. Jusqu'à ce que la Chine les détrône l'an dernier, mais celle-ci refuse également de limiter ses émissions pour l'instant.

Cette inertie n'est pourtant pas due au fait qu'on ne saurait pas quoi faire. On sait bien qu'il faudrait en priorité réduire drastiquement l'intensité en énergie de nos modes de production et de consommation. Et on maîtrise de nombreuses technologies pour y parvenir. On sait aussi qu'il faut développer les énergies renouvelables et on sait le faire à des coûts de plus en plus abordables. Enfin, on connaît les outils économiques qu'il faut mettre en oeuvre - normes, interdictions, taxes, permis... - pour amener les différents acteurs à changer de comportement.

C'est en fait surtout sur la dynamique sociopolitique que l'on bute : tous ces changements impliquent des investissements très coûteux. Alors que dans un monde extraordinairement inégalitaire et dépourvu de tout pouvoir central, il est très difficile de se mettre d'accord entre Etats sur la répartition de cet effort initial. Et malgré l'arrivée au pouvoir de Barack Obama aux Etats-Unis, rien n'incite à considérer pour l'instant que le sommet qui va se tenir à Copenhague en décembre prochain permettra de dépasser ces blocages. L'iceberg risque bien de se rapprocher encore un peu plus...

Au sommaire de ce dossier

 **Pourquoi la situation est grave : catastrophes, disparition d'espèces, hausse du niveau des mers, pénurie d'eau douce..., le réchauffement climatique menace l'humanité. Pourquoi peut-on légitimement craindre**

le pire ? Parce que les éléments disponibles, validés par la communauté scientifique, indiquent que le changement climatique met en jeu la survie même de l'humanité. Par quel biais ?

▶ **Comment limiter les dégâts : Des solutions existent pour limiter les émissions de gaz à effet de serre. Reste le plus difficile : se mettre d'accord pour en répartir les coûts.** La situation est grave. Est-elle pour autant désespérée ? Pas encore. LA solution miracle n'existe pas, mais nous connaissons de nombreux moyens de limiter les dégâts : en s'adaptant tout d'abord à un changement climatique de toute façon inévitable, en économisant massivement l'énergie, en produisant celle-ci sans émettre de gaz à effet de serre, voire en récupérant ceux que nous émettons pour les stocker durablement...

▶ **Copenhague : pourquoi ça coince : La conférence internationale organisée dans la capitale danoise en décembre prochain doit parvenir à un accord qui succèdera au protocole de Kyoto après 2012. L'affaire se présente mal selon Antoine de Ravignan** Les négociations n'avancent pas à un rythme suffisant pour parvenir à un accord à Copenhague." Le 9 octobre, Karl Falkenberg, le directeur général de la commission environnement de l'Union européenne, affichait ses craintes à la sortie d'un des derniers rounds préparatoires, organisé à Bangkok, la capitale thaïlandaise. La conférence de Copenhague est censée aboutir, le 18 décembre prochain, à un accord international sur les suites à donner au protocole de Kyoto sur le changement climatique qui expire en 2012. Et elle s'ouvre sous les plus mauvais auspices. Les divergences entre les Etats-Unis et l'Europe et entre les pays riches et les pays émergents continuent de bloquer les négociations, malgré l'arrivée de Barack Obama aux affaires.

▶ [J'achète ce numéro d'Alternatives Economiques \(n°285 - Novembre 2009\) pour 3,80 Euros](#)

▶ [Je m'abonne à Alternatives Economiques pour 49 Euros seulement au lieu de 66,90 Euros](#)

Le G20 va-t-il vraiment réguler la finance ?

Les grands Etats du G20 sont-ils crédibles lorsqu'ils nous promettent une nouvelle finance mieux régulée ? D'un côté, les ministres des Finances et les banquiers centraux semblent vouloir vraiment aller loin dans l'approfondissement du contrôle des banques. De l'autre, l'élargissement de la régulation aux marchés de produits dérivés, aux fonds spéculatifs et aux paradis fiscaux avance également, mais trop mollement. Le chantier de la régulation de la finance ne doit pas s'arrêter à mi-chemin.

▶ **Banques : comment l'étau de la régulation se resserre.** *"La facture présentée au secteur bancaire ne va pas être insignifiante. A moyen terme, une fois que toutes ces réformes seront mises en oeuvre, la rentabilité du secteur sera moindre qu'actuellement. Elle n'a d'ailleurs aucune raison de rester là où elle était !"* Ce haut responsable en charge de stabilité financière dans une grande banque centrale européenne ne boude pas son plaisir. La crise a ouvert une large porte à ceux qui veulent sérieusement encadrer l'activité des banques. Y compris au détriment de leurs profits, dont les sommets atteints avant la crise étaient proportionnels aux risques excessifs qu'elles prenaient. Alors pour contrôler les banques, quels sont les outils susceptibles d'encadrer leurs activités ? Passage en revue de la nouvelle panoplie régulatrice signé Christian Chavagneux à découvrir dans Alternatives Economiques.

▶ **Une régulation incomplète :** *"Le système financier a trahi le public partout dans le monde. La régulation internationale n'est pas parvenue à l'empêcher. Pour corriger cela, il faut impérativement apporter davantage de régulation et élargir son champ d'application".* Gary Gensler a la dent dure. Il faut dire que l'homme a des choses à se faire pardonner. Ancien de Goldman Sachs, il a passé dix-huit ans de sa vie à spéculer. Ancien du gouvernement Clinton, il a oeuvré pour que les marchés de produits dérivés, ces instruments financiers complexes comme les CDO et les CDS qui ont été au coeur de la crise des subprime, soient exempts de toute régulation. Aussi, quand le

président Obama l'a nommé en mai dernier à la tête de la FDIC, l'institution en charge de la surveillance des marchés de dérivés américains avec la SEC, le gendarme de la Bourse, les financiers se sont frotté les mains. Pourquoi ? Réponse dans Alternatives Economiques.

▶ [J'achète ce numéro d'Alternatives Economiques \(n°285 - Novembre 2009\) pour 3,80 Euros](#)

▶ [Je m'abonne à Alternatives Economiques pour 49 Euros seulement au lieu de 66,90 Euros](#)